

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'Aquilon

Volume 41 numéro 14

10 avril 2026



À LIRE PAGES 10 ET 11

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



PHOTO CRISTIANO PEREIRA



LOGEMENT

COURTOISIE

Des nouveautés à Inuvik

À LIRE PAGE 4



CONSEIL DE L'ARCTIQUE

COURTOISIE ROSCONGRESS-VYACHESLAV VIKTOROV

30 ans de coopération circumpolaire

À LIRE PAGE 9



Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiereportages :	marketing@mediastenois.ca
Responsable éditoriale :	Cécile Antoine-Meyzonnade		Nelly Guidici	Représentation territoriale GTNO :	North Creative advertising@northagency.ca
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy		

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'édition, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



Canada

réseau presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE

l'aurore boréale

LE NUNAVOIX
LE JOURNAL DES FRANCOPHONES DU NUNAVUT

L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

ÉCOUTEZ L'ÉDITO

ÉCOUTEZ L'AGENDA

Redondances nordiques

Logement, santé en français... deux sujets essentiels, souvent évoqués, et jamais épuisés, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans nos colonnes. Les annonces, les études, les analyses s'empilent comme des blocs de construction dans le but de bâtir un équilibre, promettre une croissance, le tout – on l'espère – sans perdre de vue les besoins et le bien-vivre des habitantes et des habitants. Pour illustrer ce propos, prenons un exemple tout frais qui va bientôt sortir de terre : à Inuvik, 40 logements sociaux financés conjointement par Ottawa et le gouvernement des TNO devraient voir le jour sur l'ancien terrain du Blueberry Patch. Un site, forcé au sommeil depuis plusieurs années, qui s'appête à être

réveillé dans l'espoir de devenir un lieu de vie. Autrement dit, une réponse tangible à une urgence réelle, celle du manque criant de logement dans les collectivités nordiques. Et comme pour contredire cet élan solidaire et social, la santé en français a pris un nouveau coup en cette période de printemps. Un rapport sur les soins primaires en français est sorti, mené par la firme indépen-

dante Prairie Research Associates. Alors que le GTNO résume l'exercice dans un communiqué à une bonne base de travail pour des améliorations futures, la lecture plus en détail du rapport amène un regard plus critique. Certes, l'offre active existe bel et bien, cependant, la prestation de service repose encore beaucoup trop sur la volonté du personnel médical plutôt que sur un véritable système

bilingue. Conclusion, on se retrouve encore et toujours au même point et à la même question : comment arriver à accompagner et consolider l'habitat, la santé, l'éducation, les langues officielles... sans laisser personne en marge? L'objectif est simple, réussir à allier le social et le structurel, évoluer durablement en évitant d'écraser les héritages et faire des annonces une avancée durable. Défi accepté?

INSPIRÉ PAR LE SPECTACLE CHANGE MAKERS, LE CORBEAU AUSSI VEUT CHANGER LE MONDE AVEC SES CHANSONS . . .



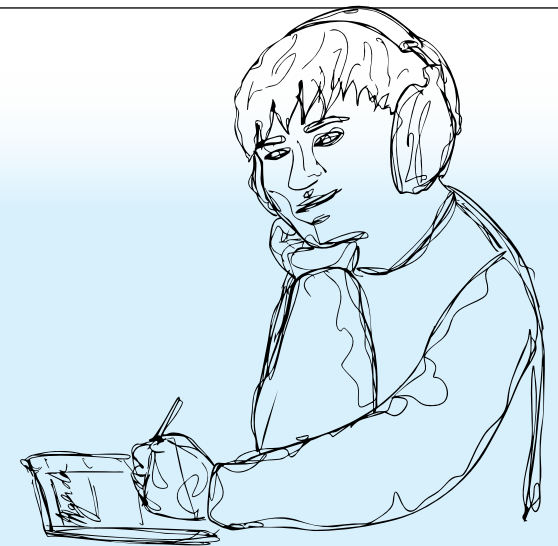
LES VEILLEUSES DU NORD :

vos quatre épisodes sont en ligne !

Chaque vendredi du mois de mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, est sorti un épisode inédit des *Veilleuses du Nord*, un balado engagé, ancré dans la réalité des femmes et des personnes concernées par les enjeux d'équité dans les Territoires du Nord-Ouest. Porté par le Comité les Elles-Ténoises+ de la Fédération franco-ténoise (FFT), en partenariat avec Médias ténos, le projet met en lumière des conversations essentielles.

Le balado se décline en quatre épisodes percutants : **la santé au féminin**, parce que comprendre son corps, c'est reprendre du pouvoir, **les finances personnelles**, pour parler d'autonomie économique sans tabou, **la charge mentale**, ce poids invisible qui pèse encore trop lourd et **la proche aidance**, un rôle crucial souvent exercé dans l'ombre.

ÉCOUTEZ LE BALADO



L'Agenda d'Élodie

Championnat de ski (Yellowknife)

11 AU 12 AVRIL

Le championnat territorial de ski de fond des TNO est de retour. Organisé par le club de ski de Yellowknife, il rassemblera des participant.e.s de tous âges et niveaux pour prendre du bon temps avant la fonte de neige. L'événement comprendra des courses de style classique et libre et sera ouvert à toute personne possédant des skis. Les parcours varient selon les catégories d'âge, les résultats seront affichés après les courses. À noter que tout le monde est le bienvenu pour offrir son aide comme bénévole.

Journée nationale du film canadien (Hay River/Yellowknife)

15 AVRIL

La Société cinématographique locale célébrera la **Journée nationale du cinéma canadien** avec la projection gratuite du film *Mile End Kicks*, réalisé par Chandler Levack. Présenté au River-view Cineplex, ce long métrage plonge dans la scène musicale indépendante montréalaise de 2011. Il suit une jeune critique musicale qui s'installe en ville pour écrire un livre, mais dont le parcours prend une tournure inattendue. Le film sera présenté en anglais avec sous-titres français. À Yellowknife, le Capitol revivra le temps d'une soirée avec la projection, par le Wamp, de trois films.

Atelier de fanzine (Yellowknife)

22 AVRIL

Un atelier créatif et engagé de **création de fanzines** aura lieu la semaine prochaine au carrefour des carrières. Destiné aux femmes et à leurs alliés, ce 5 à 7 propose de réfléchir aux changements nécessaires pour renforcer la voix des femmes francophones du Nord. Coanimé par Marjolaine Chevet et Sandie Redon, l'atelier guidera les participant.e.s à travers toutes les étapes de création de ce fanzine – publication créative originellement à très faible tirage –, un outil simple et inclusif permettant d'exprimer des idées, expériences et visions, tout en favorisant le partage et la créativité collective.

Collaborateurs de cette semaine

Karine Lavoie,
Ju Orthlieb, Les As de l'info



Selon un audit indépendant, les soins primaires en français aux TNO restent partiellement inefficaces et trop souvent tributaires de la bonne volonté du personnel. (photo Cristiano Pereira)

Soins en français : un système encore fragile

Un audit indépendant conclut que les soins primaires en français aux TNO demeurent inégaux, partiellement inefficaces et trop dépendants de l'initiative individuelle, malgré un communiqué gouvernemental plus rassurant.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Le 2 avril, le gouvernement des TNO a diffusé un document présentant sa réponse aux recommandations d'un audit sur les soins primaires en français. Mené par la firme indépendante Prairie Research Associates, l'exercice visait à vérifier si les services offerts en 2024 respectaient les normes gouvernementales en matière de communications et de services en français. Son cadre a été établi par le Secrétariat aux affaires francophones, avec l'appui de services internes du GTNO et en collaboration avec la Fédération franco-ténoise.

Une réalité plus critique

L'audit indépendant sur les services de soins primaires en français aux Territoires du Nord-Ouest dresse un portrait plus critique que ne le laissait entendre le communiqué publié le 2 avril par le gouvernement. Là où le GTNO mettait surtout l'accent sur les mesures envisagées en matière de recrutement, de communication et de formation, le rapport conclut que, si l'offre active respecte presque toujours les exigences formelles, elle « ne satisfait pas aux attentes des patients » et que la prestation des services en français demeure « partiellement inefficace ».

Dans son communiqué, le gouvernement affirme que l'audit trace « une voie claire et pratique » pour améliorer l'accès aux services en français. La ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Forma-

tion, Caitlin Cleveland, y soutient que l'exercice permettra de renforcer la manière dont les services sont offerts et dispensés. De son côté, la ministre de la Santé et des Services sociaux, Lesa Semmler, dit que l'audit aidera à orienter des « améliorations concrètes » dans la prestation des soins primaires en français.

Le rapport va plus loin

Le rapport de Prairie Research Associates, obtenu par Médias ténois, va plus loin. Il souligne que l'offre active est souvent perçue comme « surtout symbolique » par les patients et qu'il existe un écart entre le fait d'annoncer un service en français et la capacité réelle de le four-

nir au premier point de contact. Le personnel ne peut souvent pas répondre immédiatement en français, même lorsqu'une offre est faite, ce qui peut entraîner frustration et confusion.

Le document insiste aussi sur le caractère fragile du système en place. Selon ses constats, la prestation des services « repose souvent sur l'engagement du personnel et la coordination informelle » et « dépend lourdement de l'initiative individuelle plutôt que sur du soutien systémique ». La disponibilité du personnel francophone varie d'un lieu à l'autre et d'un quart de travail à l'autre, tandis que des problèmes logistiques persistent autour de l'interprétation, de la documentation en français et de la prise

de rendez-vous. Les patients doivent souvent demander eux-mêmes le service en français « ou s'en remettre à la chance ».

Des limites bien réelles

L'audit relève également des effets plus lourds sur l'expérience vécue. Il mentionne des barrières chez certains employés, des écarts géographiques entre les établissements, ainsi que le fait que l'incapacité d'obtenir des soins en français peut affecter les patients sur le plan émotionnel. Dans certaines entrevues, les services en français sont décrits comme secondaires ou exceptionnels plutôt que comme une composante normale des soins.

Cette lecture plus critique ne se reflète qu'en partie dans la réponse du GTNO. Le gouvernement approuve les recommandations liées à l'offre active, à l'interprétation, à la rétroaction et à la formation du personnel. Mais il ne se dit que « partiellement d'accord » avec les recommandations plus structurelles, comme l'ajout de personnel francophone, une meilleure répartition des effectifs et un recrutement accru de professionnels francophones.

La méthodologie du rapport mérite aussi d'être notée. L'exercice reposait sur une revue documentaire, des entretiens avec des usagers ou proches aidants, ainsi qu'avec du personnel et des gestionnaires. La cible fixée était de 50 entretiens auprès d'usagers et de 20 à l'interne. Le rapport indique qu'il en a finalement mené 15 avec des patients ou proches aidants, ainsi que 14 à l'interne auprès du personnel ou de gestionnaires.



Le GTNO a diffusé sa réponse aux recommandations d'un audit qui dresse un portrait critique des soins primaires en français aux Territoires du Nord-Ouest. (photo Cristiano Pereira)



De gauche à droite, Denny Rodgers, député de la circonscription d'Inuvik Boot Lake, Lesa Semmler, ministre de la Santé et des Services sociaux, Lucy Kuptana, ministre responsable d'Habitation TNO, Rebecca Alty, ministre des Relations Couronne-Autochtones, et le maire d'Inuvik, Peter Clarkson, lors de l'annonce du financement de 40 logements. (Courtoisie Facebook Rebecca Alty)

40 logements sociaux annoncés à Inuvik

Ottawa et le GTNO financent la construction de 40 unités sur un terrain resté vacant pendant des années au centre d'Inuvik. Le projet doit être intégré au programme de logement social de Habitation TNO.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Ottawa a annoncé le 2 avril un financement de 19,2 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, pour y construire 40 nouveaux logements sociaux à Inuvik.

Le projet prévoit 20 logements de deux chambres et 20 logements destinés à des personnes seules, dans un ensemble de duplex et de quadruplex. Une fois achevés, ces unités seront exploitées dans le cadre

du programme de logement social de Habitation TNO, comme logements locaux à faible coût et subventionnés.

Un site relancé

L'annonce donne une nouvelle vocation à un terrain vacant depuis longtemps, bien connu dans la collectivité. Le Blueberry Patch occupait autrefois une place visible dans le paysage d'Inuvik, avant de rester inutilisé pendant des années. Cette fois, les gouvernements présentent sa transformation comme une réponse concrète aux besoins en logement dans la région.

Peu après l'annonce, Rebecca Alty a publié un message sur les réseaux sociaux. La ministre des Relations Couronne-Autochtones présente l'investissement de

19 millions de dollars comme une façon de transformer ce terrain en 40 logements « profondément abordables », en collaboration avec le GTNO. Elle y voit aussi « une autre étape » du plan fédéral visant à accélérer la construction de logements dans le Nord.

Le gouvernement fédéral inscrit ce projet dans une stratégie plus large de réponse à la crise du logement. Ottawa dit vouloir accélérer la construction de logements abordables et soutenir l'offre destinée aux ménages à faible revenu.

Au cœur d'Inuvik

À Inuvik, l'annonce a toutefois une portée très locale. Au-delà des chiffres, elle remet en mouvement un site longtemps laissé en suspens. Le choix du Blueberry Patch permet aussi de miser sur un terrain central, déjà intégré à la trame urbaine de la ville.

Lucy Kuptana, ministre responsable de Housing NWT, a pour sa part mis l'accent sur l'utilité immédiate du projet pour la communauté. Elle affirme que le

réaménagement du Blueberry Patch permettra de répondre plus rapidement aux besoins en logement à Inuvik, tout en offrant des unités sociales « accessibles et bien situées ». Selon elle, élargir l'accès au logement est essentiel pour bâtir des communautés nordiques « saines et résilientes ».

Des fonds, mais pas de dates

Rebecca Alty a aussi présenté le projet comme un geste de transformation pour la collectivité. « Cet investissement permettra de créer 40 nouveaux logements abordables et de transformer le Blueberry Patch en un endroit où les résidents d'Inuvik pourront vivre et s'épanouir. Cela fait partie de la mission de notre gouvernement de construire des logements partout dans le Nord à un rythme qu'on n'avait pas vu depuis des générations », a-t-elle dit.

Pour l'instant, l'annonce précise le financement et le nombre d'unités prévues, mais pas le calendrier du projet. Ni la date du début des travaux ni celle de la livraison des logements n'ont été annoncées.



Vue d'artiste du projet annoncé sur le site du Blueberry Patch, à Inuvik, où 40 logements sociaux doivent être construits grâce à un financement fédéral et territorial. (Courtoisie)



Vue d'artiste du futur hôtel envisagé par Nunastar à côté de l'hôtel Explorer, le long de la 49e avenue à Yellowknife. (Courtoisie)

Deux nouveaux hôtels en vue à Yellowknife

Dans la capitale ténosie, deux projets distincts d'hébergement sont actuellement à l'étude. Leur arrivée presque simultanée laisse entrevoir un pari sur la demande future, entre tourisme, déplacements d'affaires et événements.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Actuellement à l'étude à Yellowknife, deux projets d'hôtels distincts laissent entrevoir une nouvelle phase de développement dans le secteur de l'hébergement de la ville. L'un, porté par Nunastar, prévoit la construction d'un hôtel de 150 chambres à côté de l'hôtel Explorer. L'autre vise un établissement de 90 chambres sur Old Airport Road, entre les enseignes Canadian Tire et Coop. Les deux dossiers en sont encore au stade des démarches municipales, mais leur rapprochement dans le temps alimente l'idée d'un marché jugé porteur par les promoteurs.

En comparaison, le premier projet est le plus important des deux. Il s'agirait d'un [immeuble de cinq étages construit à côté de l'Explorer Hotel](#), avec restaurant, lounge, salles de réunion, centre d'entraî-

nement et, possiblement, une terrasse sur le toit.

Un pari à long terme

Le directeur de l'exploitation de Nunastar, Ben Cox, présente le projet à Médias ténosie comme un investissement à long terme à Yellowknife, plutôt qu'une réponse à une conjoncture passagère. Il affirme que l'initiative s'inscrit dans une vision durable de la ville et rappelle qu'elle est déjà « le fruit de quelques années de planification conceptuelle ».

Ben Cox situe aussi cette réflexion dans un contexte économique contrasté. D'un côté, Nunastar voit d'un bon œil le regain d'attention d'Ottawa envers le Nord. « Nous accueillons favorablement le nouvel intérêt du fédéral et les investissements à venir dans le Nord, mais toutes les entreprises locales surveillent aussi de près les répercussions de la fermeture des mines

de diamant. Les prochaines années s'annoncent excitantes », a-t-il dit.

Interrogé sur la clientèle visée, Ben Cox estime que le futur hôtel n'est pas conçu pour un seul segment précis. « L'hôtel est prévu pour répondre aux besoins de tous les voyageurs de Yellowknife : comme il s'agit d'une petite ville par rapport à la plupart des destinations canadiennes, chaque hôtel doit offrir quelque chose de spécial à chaque client pour réussir. »

Dans un climat de relance

Cette logique rejoint en partie la nouvelle stratégie Tourisme 2030 du gouvernement territorial, publiée cette semaine.

Le document indique que les Territoires du Nord-Ouest ont accueilli 75 600 visiteurs en 2024 et affirme vouloir accroître les dépenses touristiques dans l'ensemble des régions du territoire. Il souligne aussi que les voyageurs d'affaires représentent la plus grande part des dépenses des visiteurs et mise sur les réunions, congrès et événements comme levier de croissance.

Pour l'instant, toutefois, rien n'est acquis. Ben Cox précise que le projet de Nunastar demeure tributaire de l'approbation municipale. « Si nous obtenons l'approbation de la Ville, nous serons en mesure de décider d'aller de l'avant d'ici la fin de 2026. Le calendrier de construction, au-delà de cela, dépendra d'une multitude de facteurs. »



Ce rendu illustre le projet d'hôtel de 150 chambres que Nunastar souhaite construire à côté de l'hôtel Explorer, sur la 49e Avenue. (Courtoisie)

Un autre hôtel à l'étude

L'autre projet actuellement sur la table concerne un hôtel de 90 chambres prévu au 326 Old Airport Road. Déposé auprès de la Ville le mois dernier, le dossier vise la construction d'un immeuble de quatre étages dont la demande est toujours à l'étude par le service d'urbanisme.

Les documents municipaux identifient Stanton Suites Ltd comme demandeur, tandis que Nova Builders (une entreprise du groupe Nova, déjà présent dans le secteur hôtelier à Yellowknife) figure aussi au dossier. Le projet, nommé Stanton Express dans les plans soumis à la Ville, comprendrait également un restaurant et remplacerait le bâtiment existant sur ce terrain, autrefois occupé notamment par l'entreprise Tenaquip.

Change Makers, un rassemblement musical sur le changement

Le spectacle *Change Makers*, présenté par la Société des chorales de Yellowknife, propose une soirée musicale le 11 avril. Il explorera des enjeux sociaux comme le racisme et l'homophobie.

Élodie Roy

Présenté le 11 avril, le spectacle *Change Makers* promet une soirée à la fois musicale et engagée au Centre culturel des arts nordiques. De ce qu'a expliqué Lorne Gushue, le concepteur du projet, ce concert, présenté par la société des chorales de Yellowknife, mettra en lumière « la musique qui change les situations », en explorant des moments marquants de l'histoire et des enjeux toujours actuels.

Lutter en musique

Au cœur du projet, l'idée est simple mais puissante : « Toutes nos chansons touchent à la puissance de la musique qui peut effectuer des changements dans le monde », souligne Lorne. Le programme réunira ainsi des œuvres qui abordent des thèmes comme la lutte contre le racisme, l'homophobie ou encore les grandes transformations sociales. Une des pièces phares, *APine Point Story*, raconte l'histoire d'Everett Klippert, qui a contribué à la décri-



Rendez-vous le 11 avril aux NACC pour le spectacle *Change Makers* présenté par la Société des chorales de Yellowknife. (Photo Élodie Roy)

NOMINATION À UN CONSEIL

Commission de l'apprentissage et de la qualification professionnelle des métiers et professions

Le GTNO est à la recherche de représentants des employés et des employeurs pour des mandats de deux et trois ans au sein du Conseil.

La Commission est composée de sept membres représentant le public, les employeurs et les employés travaillant dans le domaine des professions et métiers désignés aux Territoires du Nord-Ouest.

La Commission conseille le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation sur les questions de formation et de certification, et se réunit tous les trimestres ou au besoin.

Envoyez votre CV et une lettre d'intérêt à l'adresse apprenticeship@gov.nt.ca

Date limite : le 17 avril 2026, à 17 h, heure des Rocheuses



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

minialisation de l'homosexualité au Canada. « Chaque chanson parle de forces qui cherchent à améliorer la situation dans le monde. »

Le spectacle ne se limitera pas seulement à revisiter le passé : il cherchera aussi à inspirer le public. « Si le public repart avec un message d'espoir ou d'engagement, on a réussi », partage le musicien. À travers ces performances, les artistes espèrent apporter une réflexion et, peut-être, encourager le public à agir à sa façon.

« Se connecter avec le public sans se perdre dans l'émotion »

Sur scène, la société des chorales de Yellowknife rassemblera des chanteuses et chanteurs de tous horizons. « C'est une chorale communautaire avec un mélange

incroyable de multiples niveaux [...] n'importe qui peut participer. » Cette diversité contribue à créer une expérience riche et accessible, tant pour les interprètes que pour le public. L'émotion joue aussi un rôle central dans l'expérience. « Voir les émotions du public, c'est là qu'on sait qu'on a fait un impact », confie Lorne. Mais cet échange demande aussi un certain équilibre : « Le défi, c'est de se connecter avec le public sans se perdre dans l'émotion. » Cela afin de continuer à livrer une performance juste et maîtrisée.

Entre engagement, collaboration et passion, *Change Makers* s'annonce comme un spectacle marquant. Et pour celles et ceux qui hésitent encore, le message se veut clair : mieux vaut réserver rapidement, au risque de manquer une expérience musicale marquante.



(Photo Élodie Roy)

Connexion Arctique

Une collaboration de vos médias francophones des trois territoires



Le tourisme nordique cherche à parler d'une seule voix dans l'Arctique

Le Nunavut, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest souhaitent mieux coordonner leurs positions en matière de tourisme arctique. Ils ont récemment signé un protocole d'entente qui crée l'Arctic Canada Tourism Network, afin de renforcer leur poids dans les discussions sur l'avenir de la région.

Karine Lavoie – IJL – Le Nunavoix

L'Arctic Canada Tourism Network vise à rapprocher les organisations du secteur des trois territoires pour favoriser l'échange d'information et le partage d'expertise sur les réalités du tourisme nordique. L'initiative a été annoncée lors de l'Arctic Summit, à Whitehorse, au Yukon, un événement consacré à la souveraineté, à la sécurité et au développement dans l'Arctique.

Travel Nunavut rappelle que le secteur touristique dans les trois territoires repose surtout sur de petites entreprises ancrées dans les communautés et actives dans des environnements éloignés. L'organisation souligne qu'au Nunavut, l'industrie est étroitement liée au tissu local, à la culture et aux moyens de subsistance des Inuit. Pour Alex Stubbing, président-directeur général de Travel Nunavut, ce projet répond à un besoin concret. « Ce réseau nous offre un espace pour partager des connaissances et assurer que les voix du tourisme nordique soient présentes dans ces conversations ».

Cette collaboration s'inscrit dans un contexte où ce secteur représente un levier économique important pour les territoires.

LE POIDS ÉCONOMIQUE DU TOURISME

Selon une évaluation de l'impact économique réalisée pour 2024 par Travel Nunavut, l'industrie touristique génère environ 823 millions de dollars pour l'économie du territoire et soutient plus de 6 000 emplois dans les communautés. Une nouvelle analyse pour 2025 est en cours et devrait être publiée dans les prochaines semaines.

Le territoire accueille approximativement 50 000 visiteurs chaque année, incluant les déplacements d'affaires. On compte entre 140 à 150 opérateurs touris-



Les trois territoires unissent leurs forces pour le tourisme dans le Nord canadien.

tiques dans l'ensemble du Nunavut, dont plusieurs sont de petites entreprises, appartenant à des Inuit.

Le secteur soutient un large éventail d'activités, allant des compagnies aériennes aux guides locaux, en passant par les pourvoyeurs, les artistes et les expériences culturelles offertes à la clientèle. « Nos entreprises travaillent souvent dans de petites communautés où les infrastructures sont limitées. Les échanges avec nos partenaires territoriaux nous aident à mieux comprendre les défis communs et les possibilités qui s'offrent à nous », ajoute Alex Stubbing.

UN ACCUEIL FAVORABLE SUR LE TERRAIN

Cette collaboration est bien reçue par certains acteurs du secteur. C'est le cas d'Arctic Kingdom, qui organise des expéditions à travers le Nord canadien, au Nunavut, mais aussi au Nunatsiavut, dans le nord du Labrador, ainsi qu'à Eeyou Istchee, au Québec.

Son président et chef des expéditions, Graham Dickson, souligne que chaque région offre des paysages, des cultures et des expériences distinctes. « Alors que l'intérêt national et international pour la

découverte du meilleur de l'Arctique canadien continue de croître, la collaboration entre les régions devient essentielle. En travaillant ensemble, le Nord canadien peut en bénéficier, tout en répondant plus efficacement aux attentes des visiteurs provenant d'Asie, d'Europe et d'ailleurs,

qui transitent par les principales portes d'entrée du Canada pour vivre le meilleur du Nord ».

De son côté, Alex Stubbing estime que le réseau pourrait permettre de mieux coordonner leurs actions face à plusieurs enjeux, notamment le transport, les infrastructures, la main-d'œuvre et la façon dont le tourisme arctique est représenté à l'international.

Il conclut que cette collaboration vise aussi à favoriser l'alignement des perspectives de la région et à s'assurer que les réalités des communautés soient reflétées dans les discussions plus larges sur l'avenir du territoire.

Du côté de Coppermine Tours and Lodge, une entreprise de Kugluktuk qui offre des expériences touristiques locales, on indique être encore en phase de développement, un processus jugé « lent ».



Human Rights Adjudication Panel
Tribunal d'arbitrage des droits de la personne

Avis d'audience publique

N^o de dossier au TADP : 25-001R

Entre les parties :

Plaignante

Sallie Ross

-et-

Intimé

Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation du GTNO

-et-

Partie

Commission des droits de la personne des TNO

Sachez que le Tribunal d'arbitrage des droits de la personne (TADP) a prévu une audience publique relativement à cette plainte.

Heure : 9 h 30 (heure des Rocheuses)

Date : Du 27 avril au 1^{er} mai 2026

Plateforme : Zoom

Pour obtenir des détails sur la vidéoconférence, joindre le bureau du TADP par téléphone, au 867-920-3188, ou par courriel, à l'adresse hrap_admin@hrap-nt.ca

Nelly Guidici



L'Institut canadien pour la sécurité dans l'Arctique avait été lancé sous la forme d'un projet pilote de 18 mois. Il a cessé toutes ses activités le 31 mars 2026.

Le Yukon met fin à l'Institut canadien pour la sécurité de l'Arctique

L'Institut canadien pour la sécurité de l'Arctique basé à Whitehorse au Yukon a cessé toutes ses activités le 31 mars 2026. C'est par une publication sur le réseau LinkedIn que l'annonce a été faite.

Nelly Guidici

Après seulement 18 mois, l'Institut canadien pour la sécurité de l'Arctique, dont la création et le financement avaient été annoncés par Brendan Hanley, député du Yukon le 21 novembre 2024, a subitement fermé ses portes.

Ranj Pillai, premier ministre du gouvernement du Yukon à l'époque, avait déclaré en mars 2025, lors de la toute première conférence sur la sécurité en Arctique, que la création de cet Institut concrétisait une étape importante dans la prise en compte du point de vue du Nord dans la sécurité et la défense de l'Arctique canadien. « La création de l'Institut canadien pour la sécurité de l'Arctique est l'une des nombreuses façons dont nous nous employons à garantir que rien ne soit décidé à notre sujet sans nous », avait-il déclaré à l'ouverture de cette conférence.

Même si la sécurité de l'Arctique demeure une priorité essentielle pour le nouveau gouvernement du Yukon, élu en novembre 2025, les rôles et responsabilités de l'Institut ont été intégrés aux activités de la Direction des relations intergouver-

nementales au sein du Bureau du Conseil exécutif.

UNE VOLONTÉ GOUVERNEMENTALE

L'Institut canadien pour la sécurité dans l'Arctique avait été lancé sous la forme d'un projet pilote de 18 mois visant à explorer la faisabilité de ses activités et à déterminer s'il pouvait fonctionner en dehors du gouvernement, rappelle Tim Kucharuk, attaché de presse du gouvernement du Yukon.

« Compte tenu du contexte mondial actuel, nous avons déterminé qu'il valait mieux que ce dossier crucial soit géré depuis le centre du gouvernement afin d'assurer la cohérence, la coordination et la supervision stratégique. La sécurité de l'Arctique est une priorité et nous estimons qu'il est important que notre gouvernement mène ces discussions et assure une voix centralisée pour le Yukon. »

Selon M. Kucharuk, la dissolution de l'Institut fait suite à une volonté gouvernementale de « centralisation du travail où les voix du Nord seront défendues au niveau fédéral ».

Soutien et accompagnement formation continue

Grâce au soutien d'ACUFC, du CDETNO et du Collège Nordique Francophone qui ont formé des éducateurs et éducatrices à la petite enfance dans les Territoires du Nord-Ouest.

Participation aux activités	Tous les éducateurs travaillant en français dans les garderies des TNO ont été formés	40
Formations	3 formations en premiers soins 1 formation en leadership 1 formation à la cohésion d'équipe	40
Production vidéo	Tous les éducateurs des garderies et de l'école Alain Saint-Cyr ont pu participer	40
Enquête sur les besoins des éducateurs dans les TNO	Grâce à la participation du personnel des garderies, nous avons recueilli des renseignements pertinents POUR la création de formations adaptées à la réalité des TNO	40

Logos: CDETNO (Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest), Collège NORDIQUE, FORMATION EN PETITE ENFANCE (FAIRE LE POINT POUR ALLER PLUS LOIN)

Le Conseil de l'Arctique, contre vents et marées

Trente ans après sa création, le Conseil de l'Arctique démontre qu'il reste un acteur clé de la coopération circumpolaire. Malgré les tensions géopolitiques, l'institution continue de faire avancer la recherche scientifique, le dialogue politique et la collaboration à l'échelle internationale.

Nelly Guidici

Cette année, le Conseil de l'Arctique fête ses 30 ans. Malgré un contexte international complexe, la présidence danoise rappelle que l'héritage du Conseil de l'Arctique est immense, sa pertinence et sa capacité d'action restent toujours d'actualité. « Le Conseil de l'Arctique est devenu un forum indispensable non seulement pour la coopération dans l'ensemble de la région circumpolaire nordique, mais aussi pour le développement des connaissances, les recommandations politiques et les actions concrètes ayant un impact réel sur les communautés arctiques. La structure unique mise en place il y a 30 ans garantit la participation des peuples autochtones à tous les niveaux, ce qui s'est avéré inestimable pour le Conseil. À une époque où tous les regards sont tournés vers l'Arctique, le travail du Conseil est véritablement pour l'Arctique, par l'Arctique », a déclaré Kenneth Høegh, président du Conseil de l'Arctique pour le Royaume de Danemark, lors d'un discours prononcé à la réception marquant le 30^e anniversaire du Conseil de l'Arctique.

DES ANNÉES MARQUÉES PAR DES TURBULENCES

En février 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, toutes les activités et tables rondes du Conseil de l'Arctique avaient été suspendues. En revanche, la Russie, qui était alors à la présidence du Conseil, avait organisé une passation de flambeau avec la Norvège le 11 mai 2023. Ceci démontre que la coopération s'est maintenue de facto au sein de la structure, selon Thierry Rodon, professeur au département de sciences politiques de l'Université Laval : « Le Conseil de l'Arctique ne peut pas fonctionner sans tous ses membres. Les décisions sont prises par consensus, il faut donc que tous les membres participent aux prises de décision. Évidemment, il fonctionne maintenant de façon plus virtuelle », explique-t-il lors d'une entrevue.

Pour Soffia Gudmundsdottir, secrétaire exécutive du Groupe de travail sur la protection de l'environnement marin de l'Arctique (PAME), le Conseil de l'Arctique est devenu le pilier de la coopération scientifique et environnementale dans l'Arctique au cours des trois dernières décennies. « Sa plus grande réussite a été d'établir une collaboration durable, fondée

sur la confiance, entre les États de l'Arctique, les participants permanents autochtones et les experts scientifiques de toute la région », déclare-t-elle.

En effet, les groupes de travail et de recherche sur la conservation de la faune et de la flore, les contaminants ou encore la prévention et la réponse aux situations d'urgence sont demeurés actifs et ont poursuivi leurs recherches malgré les tensions géopolitiques. Même si M. Rodon remarque que le mode de rencontre en format virtuel a freiné l'efficacité des travaux, il n'en demeure pas moins que ces programmes sont toujours en place aujourd'hui.

ÉTATS-UNIS, UN ÉTAT RÉTICENT ?

Le gouvernement des États-Unis, sous l'administration Trump, pose malgré tout un défi au sein du Conseil de l'Arctique. La relation complexe et historique que cet État entretient avec l'organisation, depuis sa création, complique les discussions actuelles.

Lorsque l'idée de la créer a été évoquée dans les années 1980, la réaction des États-Unis a été décrite comme hostile par les observateurs.

Cet état a alors invoqué qu'un tel Conseil ferait double emploi avec d'autres instances internationales et risquerait d'exclure les États non arctiques. Par ailleurs, les États-Unis n'aiment pas se contraindre par des institutions multilatérales, précise Thierry Rodon. Les questions de sécurité militaire étant de toute façon exclues des discussions, la force du Conseil de l'Arctique réside dans le fait qu'il n'a pas de pouvoir et demeure un canal de communication entre les pays qui bordent l'Arctique.

LES ORGANISMES AUTOCHTONES, UNE PRÉSENCE VITALE

L'une des forces du conseil, dont la structure et le mode de fonctionnement n'existent nulle part ailleurs, est la participation et l'implication des six organismes autochtones représentant les différents groupes de l'Arctique circumpolaire. Selon le Conseil, ce sont les peuples autochtones qui ont donné un visage humain à la coopération dans l'Arctique depuis les 30 dernières années. « La prise de conscience des besoins, des défis et des opportunités des



Mike Pinder-Arctic Council Secretariat

Le Conseil de l'Arctique a été créé à Ottawa le 19 septembre 1996 par la signature de la Déclaration sur la création du Conseil de l'Arctique (aussi appelée Déclaration d'Ottawa).

populations s'est considérablement accrue au cours de ces trois décennies. Après avoir simplement demandé une place à la table, nous sommes aujourd'hui des contributeurs actifs au Conseil de l'Arctique », a déclaré Gunn-Britt Retter, chef de la délégation du Conseil Sami, le 6 février dernier.

QUELLES MENACES PÈSENT SUR L'AVENIR DU CONSEIL ?

Il n'y a pas de réponse simple à cette question, selon M. Rodon qui note cependant l'absence de menaces à court terme sur le Conseil de l'Arctique. « Évidemment, l'avenir du Conseil de l'Arctique va dé-

pendre de l'évolution d'autres enjeux internationaux, et notamment de la position des États-Unis et de la guerre en Ukraine. Et ça, c'est très difficile de prévoir comment ça va évoluer », explique-t-il.

L'adaptabilité et la résilience sont incontestablement des forces du Conseil qui lui a permis de se maintenir à flot. Aujourd'hui, malgré l'absence de réunions en présentiel, les groupes de travail ont fait preuve d'une forte résilience institutionnelle, souligne Soffia Gudmundsdottir.

« Ils se sont adaptés et sont passés à une collaboration hybride et virtuelle, en s'attachant à maintenir la continuité scientifique grâce à des structures de groupes de travail bien établies, à des réseaux d'experts et à des mandats convenus », conclut-elle.

SERVICES

Services TNO, un accès simple aux services du GTNO, en français

Services TNO regroupe toute une gamme de renseignements et de services pour simplifier vos démarches et faciliter l'accès aux services en français.

Ouvert du lundi au vendredi de

8 h 30 à 17 h

5015, 49e Rue, à Yellowknife

servicestno@gov.nt.ca

1-866-561-1664 (sans frais)



Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

L'Aiglon, 10 avril 2026

LES AS DE L'INFO



Objectif Lune pour la mission Artemis II

Mercredi, quatre astronautes, dont un Canadien, se sont envolés vers la Lune! Une première en plus de 54 ans! Olivier Hernandez, directeur du Planétarium de Montréal, nous explique pourquoi la mission Artemis II est importante.

CAROLINE BOUFFARD
AS DE L'INFO

Canadien Jeremy Hansen et l'Américaine Christina Koch, qui est la première femme à voler autour de la Lune.

Olivier, est-ce que cette mission va se poser sur la Lune?

Non. La capsule Orion, dans laquelle les astronautes font le voyage, fera le tour de la Lune sans se poser. Ce sont probablement les missions Artemis 4 et 5, prévues en 2028, qui permettront le retour des humains SUR la Lune. À ce jour, seulement 12 astronautes hommes ont eu la chance de marcher sur la Lune.

Cette mission sert à quoi précisément?

À tester la capsule Orion. Tout doit bien fonctionner pour les futures missions. À bord, il y a quatre astronautes, dont le

Combien de temps seront-ils partis?

Environ 10 jours : 1 jour environ autour de la Terre après le lancement, puis 4 jours pour aller vers la Lune, un court passage autour et environ 4 jours pour revenir. Ils deviendront les humains à être allés le plus loin dans toute l'histoire : ils seront à un peu plus de 410 000 km de la Terre! Ils sont vraiment courageux. C'est très risqué de faire ce genre de mission, mais la récompense de voir la Lune d'aussi près en vaut le coup!

Que feront-ils à bord?

Ils apprendront à vivre ensemble dans un espace très petit, à manger, à se laver, aller aux toi-



Photo : NASA

lettes... tout ça en apesanteur! Ils devront aussi faire du sport, c'est essentiel pour que le corps reste en bonne santé. Ils auront aussi la chance de manger des biscuits feuilles d'érable en regardant la Lune ou la Terre! Qui n'a pas rêvé de ça? 😊 Ils auront leur mascotte. C'est une peluche du nom de Rise. Elle représente une lune souriante, coiffée d'une casquette!

La dernière fois que des humains sont allés sur la Lune, c'était en 1972. Pourquoi c'est si long avant d'y retourner?

Entre autres parce que le coût des lancements est très élevé. Et aussi parce que c'est dangereux. Les humains ne sont pas faits pour vivre longtemps dans l'espace. C'est pourquoi on a jugé que ce n'était pas utile d'y retourner pendant toutes ces années.

Pourquoi y retourner maintenant?

Il y a actuellement une course entre les États-Unis et la Chine. Les deux veulent absolument être les premiers à retourner sur la Lune. Mais il y a aussi des objectifs scientifiques au programme d'Artemis. Explorer la Lune (avec des robots ou des humains) permet d'en savoir plus sur sa formation, mais aussi celle de la Terre et du système solaire. C'est important pour les chercheuses et chercheurs de comprendre comment notre système solaire s'est formé et comment l'eau a pu apparaître sur notre planète. La Lune pourrait nous apporter de belles pistes de solution.

Toi, si tu pouvais aller dans l'espace, qu'aimerais-tu explorer?

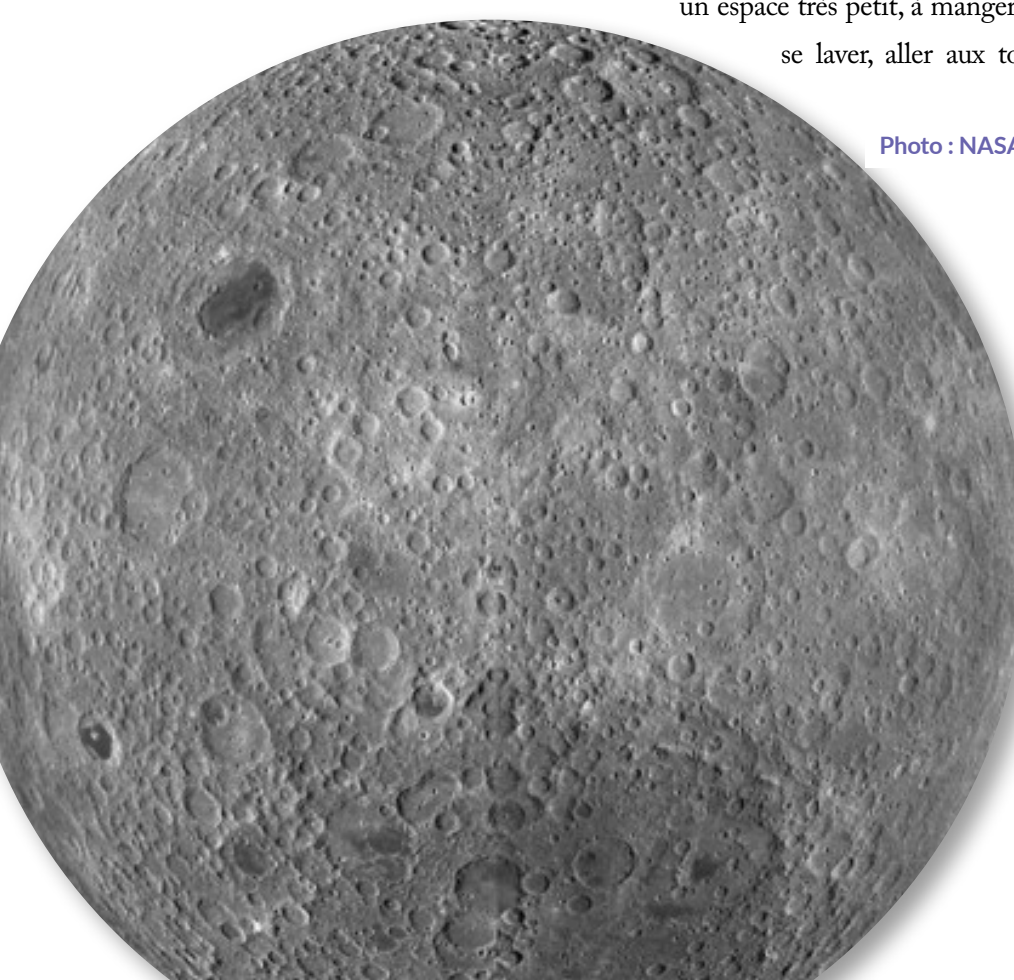


Photo : NASA

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.



LES AS DE L'INFO



De l'Ukraine au Canada, la tradition de la pysanka

À Pâques, tu manges peut-être du chocolat ou tu fais une chasse aux œufs. En Ukraine, il y a une tradition bien spéciale : le *pysanka* ! Ce sont des œufs décorés... qui racontent une histoire. On a parlé avec Vira Kostenko Schitterer, une Ukrainienne qui vit aujourd'hui au Canada et qui anime des ateliers pour apprendre aux gens à créer ces œufs uniques.

CLÉMENCE TESSIER - AS DE L'INFO

Vira vient d'une ville en Ukraine qui s'appelle Zaporijjia. Elle a déménagé au Canada et vit à Moncton, au Nouveau-Brunswick, depuis 2019.

Ça va te surprendre, mais ce n'est pas en Ukraine qu'elle a appris à faire ces magnifiques œufs multicolores. « Je viens d'une région où, pendant l'époque soviétique, on parlait surtout russe et où certaines coutumes ukrainiennes étaient défendues », raconte-t-elle.

Elle explique même que certains enfants pouvaient être punis s'ils arrivaient à l'école avec de la teinture de *pysanka* sur les doigts.

C'est finalement au Canada que Vira découvre le *pysanka*. « J'ai appris en participant à un atelier organisé par la communauté ukrainienne de Moncton. J'ai tout de suite été interpellée par cet art », se souvient-elle.

La tradition des *pysankas* est très ancienne et elle est liée à Pâques. « Pour les Ukrainiens, l'œuf est un symbole de vie et de continuité », précise Vira.

Pysanka provient du mot « *pysaty* », qui signifie « écrire » en ukrainien. « On dit qu'on écrit le *pysanka*, puisque chaque motif et chaque couleur a une signification », explique Vira.

Par exemple, on utilise le rouge pour représenter l'amour, ou le noir pour la richesse de la terre et la fertilité. Les



Photo : Lubap - CC BY-SA 4.0

formes, elles, peuvent être géométriques, comme des lignes et des triangles, ou inspirées de la nature, comme des fleurs, des feuilles ou des animaux. Selon les régions et les familles, ces significations peuvent varier.

Mais comment on fait ça, un *pysanka* ? D'abord, il faut être patient ! On utilise souvent un vrai œuf qu'on vide en faisant deux petits trous aux extrémités, puis en soufflant doucement pour enlever l'intérieur.

Ensuite, on le laisse sécher. Lorsque c'est fait, on peut commencer à le décorer !

Entre chaque couleur, on trace des motifs sur la coquille avec de la cire chaude.

Chaque fois qu'on met de la cire, on « cache » une couleur pour qu'elle reste visible à la fin. Ensuite, on plonge l'œuf dans une couleur plus foncée, comme le rouge, on remet de la cire, et on répète ces étapes plusieurs fois. À la fin, l'œuf est presque entièrement recouvert de cire ! Quand on fait fondre la cire, toutes les couleurs apparaissent d'un coup... comme par magie !

Pour Vira, fabriquer un *pysanka* est plus qu'une activité créative. « C'est un moment culturel et amusant, mais aujourd'hui, ça a beaucoup d'importance. Avec la guerre et la tentative de la Russie d'effacer la culture ukrainienne, c'est crucial pour nous, à l'étranger, de la partager et de la pratiquer », explique-t-elle.

Et toi, si tu devais faire un *pysanka*, quels motifs aimerais-tu dessiner ?

Regarde cette vidéo pour voir comment on fait! 📺👉



Il faut plonger l'œuf dans différentes couleurs, une à la fois. On commence par les plus claires, comme le jaune.



Vira Kostenko Schitterer
Photo : Nataliya Kutsurenko

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

Borealis, les secrets d'un écosystème fragile

Je vous propose cette semaine de découvrir *Borealis*, documentaire de Kevin McMahon qui nous plonge dans la forêt boréale canadienne, l'un des plus vastes écosystèmes forestiers de la planète. À travers le regard de scientifiques et l'exploration des liens invisibles entre les espèces, le film révèle la force et la fragilité de cet environnement, aujourd'hui profondément bouleversé par la crise climatique. Le documentaire est disponible gratuitement sur le site de l'ONF.

Marion Perrin

Réalisé par Kevin McMahon, le documentaire *Borealis* est un film profondément engagé sur la crise climatique et sur les liens étroits qui unissent les espèces vivantes. Le film s'intéresse plus particulièrement à la forêt boréale canadienne, l'un des plus vastes écosystèmes forestiers de la planète. Cette forêt possède une capacité remarquable à survivre à des conditions extrêmes et à se régénérer après les perturbations naturelles. L'idée du film est née lors d'un voyage du réalisateur sur la rivière Nahanni, aux Territoires du Nord-Ouest.

Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, *Borealis* n'est pas un documentaire contemplatif consacré à la beauté des paysages canadiens. Il propose une véritable immersion scientifique dans le fonctionnement de la forêt, explore la communication entre les

arbres à travers leurs réseaux souterrains, mais aussi les cycles naturels qui façonnent la forêt. Incendies, insectes et régénération... à cet équilibre fragile, le réalisateur oppose ensuite les pressions exercées par l'activité humaine : exploitation forestière, développement industriel et extraction pétrolière. Pour éclairer ces phénomènes, plusieurs scientifiques prennent la parole, notamment la botaniste Diana Beresford-Kroeger, qui partage sa vision de la forêt comme d'un organisme vivant complexe.

L'approche très scientifique de *Borealis* peut donner une impression d'élitisme, mais elle permet surtout de mieux comprendre la force et l'importance des arbres. On découvre une nature d'une intelligence remarquable ; les arbres vivent en interaction constante avec les animaux, observent leur comportement et s'adaptent pour trouver leur place dans cet équilibre. Cette

coexistence harmonieuse est pourtant



Affiche du documentaire
(Courtoisie ONF)

bouleversée par l'activité humaine. Déforestation, gaz à effet de serre, multiplication des incendies : autant de phénomènes qui déstabilisent un système pourtant résilient. Les feux de forêt font partie du cycle naturel et permettent même à certains arbres de se régénérer, mais le réchauffement climatique en change l'échelle. Les sols deviennent plus secs, les incendies plus intenses et plus longs, au point de parfois persister d'une année à l'autre.

En regardant *Borealis*, difficile de ne pas penser aux réalités vécues aujourd'hui dans les Territoires du Nord-Ouest. Chaque saison des feux rappelle à quel point ces écosystèmes sont fragiles et essentiels à la biodiversité du Nord. Le documentaire agit alors comme un rappel puissant : comprendre la forêt boréale, c'est aussi comprendre ce que nous risquons de perdre si son équilibre venait à disparaître.

 Radio Taïga présente

**40 ans
d'aquilon**
depuis 1986



Une émission rétrospective de 40 années d'information en français aux Territoires du Nord-Ouest.

Animé par
Batiste Foisy
avec
Alain Bessette
Maxence Jaillet
Cécile Antoine-Meyzonnade

**6 épisodes,
40 ans d'histoire**

Pour fêter dignement ces quatre décennies d'information, nous avons réuni autour de la table deux anciens rédacteurs en chef de *L'Aquilon*, Alain Bessette et Maxence Jaillet, l'actuelle responsable éditoriale, Cécile Antoine-Meyzonnade, pour discuter de ces années passées, du présent et de l'avenir du journal téniois. Batiste Foisy, également fidèle du média, s'est chargé de rythmer la conversation, ponctuant le tout de passages lus, d'extraits sonores et d'autres surprises...

Avec la participation financière de :

Québec 

 ÉCOUTEZ L'ÉMISSION

 Médias téniois